

SNEIBA MOHAMED

Le Style Ghazouani

La gouvernance du soft power

SOMMAIRE

Avant-propos.....	2
Le soft power gagnant de Ghazouani.....	5
La DPG 2023 maintient le cap de l'exécution de « Taahoudati »	9
Un Dircab n'est pas n'importe qui (2).....	15
L'économie mauritanienne, résilience et reprise (2019-2023).....	18
Gestion des finances publiques, le socle du Programme « Taahoudati ».....	26
Les bonnes relations de la Mauritanie avec l'Otan font des jaloux.....	33
Les partenariats gagnant-gagnant de la Mauritanie.....	35
Festival de Djéol, une bienheureuse réparation.....	39
Taahoudati, un engagement socioéconomique fort.....	41
Les droits de l'homme et la mauvaise lecture de Tawassoul.....	44
Nouveau gouvernement, le temps de la politique.....	46
Tribus et politique, déraisonnable mélange des genres.....	47
Le mythe de la richesse : quand le Président met les points sur les i.....	48
Objection, Monsieur Kunle Adeyanju !.....	50
Les jalons d'un nouveau partenariat stratégique au Sommet Europe-Afrique.....	53
Le dialogue, pour promouvoir la paix dans le monde.....	56
L'éloquence des chiffres.....	59
Le Discours de la méthode.....	65
Réformes solides dans les domaines de la politique monétaire et financière.....	67
Sortir de la crise sanitaire et économique.....	71
Présidence mauritanienne du G5 Sahel, un mandat bien rempli.....	75

Du Rapport présenté par le Premier ministre devant l'Assemblée nationale.....	78
Un Direcab n'est pas n'importe qui (1)	81
Suspension de la dette, un report du fardeau.....	82
L'école républicaine, finalité de la réforme.....	85
L'assistance aux personnes vulnérables, une priorité de l'Action sociale.....	89
La DPG, les grands axes du quinquennat 2019 – 2024.....	92
L'Afrique et ses chiffres.....	95

Avant-propos

« *Le Style Ghazouani : la gouvernance du soft power* » est un essai politique composé d'écrits « en situation », comme dirait Sartre. Il s'agit de faits, de prises de décisions, au plus haut niveau de l'Etat, de discours prononcés (Investiture, Ouadane, Djéol, sortie d'une promotion de l'ENAJM), de réalisations socioéconomiques d'importance et d'actes posés sur la voie de l'apaisement politique enclenché depuis août 2019. Des choses tangibles que chaque bord politique apprécie certes à sa manière mais que les citoyens vivent tous les jours à travers la mise en œuvre du programme « Taahoudati », ce projet de société qui avait permis à Mohamed Ould Cheikh El-Ghazouani de sortir vainqueur, haut la main, de la présidentielle d'août 2019, et dont la bonne exécution par le gouvernement piloté par M. Mohamed Bilal Messoud lui assure, selon l'avis de tous les observateurs de la scène politique nationale, de rester au pouvoir au-delà de 2024. Par l'éloquence des chiffres que traduisent les réalisations ayant touché tous les domaines de la vie des citoyens.

La solidarité sociale mise en avant par la création de TAAZOUR, l'assurance maladie qui profite désormais à des centaines de milliers de personnes démunies, la mise à niveau des infrastructures éducatives et sanitaires, d'eau et d'électricité, ainsi que la réduction du déficit en structures et bâtiments administratifs touchant la crédibilité de l'Etat, les réformes économiques profondes qui ont aidé à augmenter les performances des secteurs productifs de notre économie (agriculture, pêche, élevage, mines), la diplomatie proactive, la sécurité qui distingue notre pays dans son environnement géostratégique - et lui vaut la reconnaissance de puissances occidentales plaçant au centre de leurs intérêts la lutte contre le terrorisme et le crime transfrontalier - la liberté de la presse avec la réforme engagée en 2021, la reconnaissance, aux plans national et international, de réels progrès dans la promotion des droits humains...Et la liste est longue pour parfaire le bilan des quatre premières années du quinquennat du président Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani.

Je vois des opposants tiquer quand je dis que le pouvoir actuel est donc bien parti pour assurer un second mandat à Mohamed Ould Cheikh El-Ghazouani ! Mais la situation politique actuelle me donne raison.

A quelques mois de la présidentielle, le président Ghazouani a le soutien du peuple – grâce aux réalisations citées plus haut - et d'une majorité politique confortable menée par le parti El

Insaf qui vient de remporter largement les élections municipales, législatives et régionales. Un raz-de-marée électoral qui permet au parti au pouvoir dirigé par un homme adepte du soft power de Ghazouani, Mohamed Maalainine Ould Eyih, et s'appuyant sur une assemblée nationale conduite par un homme au même tempérament, Mohamed Bemba Meguett, de continuer à assurer son leadership avec plus de 100 députés, la totalité des conseils régionaux (13) et les 9/10 des 216 communes du pays.

Dès son discours de candidature, le 01 mars 2019, Ghazouani annonçait déjà la rupture avec la manière abrupte de son prédécesseur.

Le style Ghazouani que les Mauritaniens - et le monde – n'allaient pas tarder à découvrir comme un raffinement politique exprimant toutes les vertus du soft power émerveille et suscite les commentaires les plus élogieux, y compris de la presse étrangère ; « *En annonçant sa candidature devant plusieurs milliers de personnes, le 1^{er} mars au stade Cheikha Ould Boïda de Nouakchott, sans faire une seule allusion au parti majoritaire de l'Union pour la République (UPR), le général Ghazouani, ministre de la Défense, a donné une tournure inédite à son début de campagne en se présentant au-dessus des partis, des tribus, des castes et des clans qui composent la Mauritanie.* » (JA du 06 mars 2019).

Le plus grand acquis, depuis l'arrivée de Ghazouani au pouvoir, est cet apaisement politique qui a permis aux Mauritaniens de sortir de la « normalité » de la crise vécue durant la décennie 2009-2019.

Pour saisir le sens profond de la « transformation », il faut pénétrer le sens du discours fondateur de candidature et de tous ceux qui vont rythmer la mise en place patiente et raisonnée de « Taahoudati » (Mes Engagements) qui met en avant l'équipe choisie par le Président, dont les membres sont « missionnés » - et jugés sur leurs actes et paroles - alors que le Chef de l'Exécutif se met en retrait pour mieux cerner l'action globale du gouvernement.

Le style Ghazouani a le mérite de la discrétion qui enrobe une fermeté d'essence martiale dont le rendu est ce soft power qui a permis d'adoucir, comme une douce mélodie, les mœurs d'une opposition qui, avec les pouvoirs d'avant août 2019, naviguait entre compromis et compromission.

L'apaisement fonde l'action utile, ce qui n'est pas rien. Les ministres et hauts dignitaires ne sont plus mobilisés pour défendre, au prix de l'infamie, un pouvoir failli mais à agir pour atteindre des objectifs de développement préalablement tracés et justifiant tout ce qui a été

entrepris pour gagner la bataille des élections, la confiance du peuple. On n'est plus dans la situation d'actions et de réactions – ou de ce « quelemti quelemtak » (ma parole contre la tienne) qui fonde la bipolarité d'antan vue comme un *modus operandi* de survie politique alors que s'accumulaient toutes les erreurs d'appréciation post changement du 05 août 2005.

Depuis août 2019, Ghazouani entreprend une sorte de compte à rebours de la décennie 2009 - 2019. Une réparation.

Ce livre regroupe donc une série d'articles et de chroniques, publiés, pour l'essentiel, dans le journal HORIZONS et sur mon blog « Mauritanités » entre 2019 et 2023. Il parle de tout. De la politique mais aussi des faits sociaux et économiques de l'ère Ghazouani. Il évoque le grand écart entre la décennie 2009-2019, celle du « ça passe ou ça casse », pour faire connaître aux Mauritaniens qui ont vécu cette période « sous tension permanente », les incommensurables vertus de l'apaisement politique, de ce *soft power* que le président Ghazouani a érigé en style de gouvernance.

Le soft power gagnant de Ghazouani

Le 1^{er} août 2023, les Mauritaniens fêtent l'An IV de l'ère Ghazouani. Pour ceux qui aiment les comparaisons, on dira que l'homme qui préside aux destinées de l'État mauritanien aujourd'hui n'a pas bénéficié des mêmes faveurs que son prédécesseur Mohamed Ould Abdel Aziz : la pandémie du nouveau coronavirus virus (Covid-19), survenue quatre mois après son investiture, l'a obligé à jouer serré pour maintenir à flot une économie menacée de récession par l'impact d'une crise sanitaire d'ampleur mondiale.

Jouons à changer un peu le topo pour imaginer dans quel (mauvais) contexte serait le pays aujourd'hui, si la crise sanitaire était venue se superposer à celle, politique, qu'Aziz a laissée derrière lui et qu'il a cherché à entretenir par sa tentative d'OPA sur le parti au pouvoir, l'Union pour la République (UPR) devenu par la suite El Insaf (Equité) pour épouser la lettre et l'esprit du discours du président Ghazouani tourné vers les couches sociales jusque-là marginalisés au nom de « valeurs » sociales désuètes !

La gestion prudente de ce brûlant dossier par les soutiens du président Ghazouani - resté lui-même en dehors de cette « querelle des Anciens et des Modernes » -, compte aujourd'hui parmi les plus grands succès politiques du mandat finissant. Succès qui sera conforté par la « pacification », sans coup fêrir, entre la majorité présidentielle et l'opposition. Cette dernière a très vite compris la différence entre le soft power du président Ghazouani et le « ça passe ou ça casse » de son prédécesseur.

Cette sagesse, ce calme olympien dont ne se départit jamais cet ancien général, bien formé aux métiers des armes et à la stratégie telle qu'enseignée par Sun Tzu, qui disait que l'art de la guerre, « c'est de soumettre l'ennemi sans combat », justifie bien les amabilités politiques que l'on constate, depuis le départ d'Aziz, entre la majorité et l'opposition.

On n'en veut, pour preuve, que la réponse que donne – que donnait - l'honorable député Biram Dah Abeid, farouche opposant de la décennie Aziz (2009-2019), à ceux qui s'étonnent de ne plus voir régulièrement les manifestations de rue dont son organisation IRA s'était rendue familière : *« on ne peut utiliser les mêmes moyens d'antan avec un président qui a un style différent. Un président qui a le sens de l'écoute et qui est ouvert à la discussion »*. Un président qui reçoit banalement (au sens positif du terme) les opposants et des leaders d'opinion qu'Aziz avait soumis, sans raison valable, à la diète. Et même si une certaine

opposition renoue de temps en temps avec ses vieux réflexes, comme en ce moment où elle exprime son opposition à un projet de loi (protection des symboles de l'Etat) soumis par le gouvernement à l'assemblée nationale, on reste dans le cadre de l'expression démocratique d'un choix de la majorité et de son refus par une opposition qui est bien, elle aussi, dans son rôle.

La diplomatie proactive est un autre domaine où le président Ghazouani a notablement marqué des points par rapport à son prédécesseur. On ne s'offusque plus, sans raison, de décisions prises par les voisins immédiats, on ne joue pas sur la fibre patriotique pour un oui ou pour un non. Pour un article écrit par un journaliste étranger « incontrôlable » ou l'avis – non avisé – d'un analyste maison. Avec Ghazouani, tout est observé et analysé avec le calme nécessaire pour une prise de décision engageant la responsabilité du pays et préservant ses intérêts. Rien n'est plus personnel, comme avant.

Le président Ghazouani a engagé ainsi un processus de « réparation » diplomatique qui rétablit certains équilibres rompus sous le « règne » de son prédécesseur (Maroc/Algérie, Arabie/Qatar). Il permet ainsi à la Mauritanie de recouvrer l'essence d'une diplomatie de proximité culturelle et historique qu'aucune considération économique circonstancielle ne peut aliéner. Encore les bienfaits d'un soft power consacré aujourd'hui comme un label Ghazouanien.

19 juillet 2023

La DPG 2023 maintient le cap de l'exécution du programme « Taahoudati »

La déclaration de politique générale du gouvernement devant l'Assemblée nationale, est, probablement, le dernier grand discours du Premier ministre M. Mohamed Ould Bilal Messoud qui clôt le quinquennat de Son Excellence le Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El-Ghazouani. Un discours bilan qui met en exergue, par l'éloquence des chiffres, le haut degré de mise en œuvre du programme « Taahoudati » (Mes Engagements) et trace la voie pour le parachèvement de ce qui en reste d'ici la fin du mandat présidentiel. La DPG « détaille les grandes lignes du programme du Gouvernement pour le reste de ce mandat, à la lumière des progrès indéniables réalisés dans le pays depuis l'investiture du Président de la République le 1er août 2019, tant en termes de réformes politiques, qu'en termes d'exécution des programmes de développement économique et social. »

Les perspectives économiques et sociales sont bonne, rassure le Premier ministre se basant sans doute sur l'appréciation générale d'une action gouvernementale guidée par les recommandations du président de la République et la feuille de route que constitue « Taahoudati », de manière générale, mais se basant également sur des données économiques objectives liées notamment à l'approche de l'exploitation du gaz du projet de Grand Tortue Ahmeyim mais aussi du bon comportement des autres secteurs productifs comme les mines, la pêche, l'agriculture et l'élevage. Mais d'emblée, le Premier ministre a aussi souligné les défis majeurs qu'il faut relever pour atteindre les objectifs fixés par la DPG, à savoir : les « déséquilibres de gestion », « l'inadéquation des formations avec les exigences du marché du travail », « un environnement extrêmement défavorable » et des « aléas dépendants de facteurs externes. »

Les grands axes de la Déclaration de Politique Générale du Gouvernement se déclinent, comme de tradition, en « un état fort, moderne et au service du citoyen », « une économie résiliente et engagée sur le chemin de l'émergence », « un capital humain valorisé au service du développement » et « une société fière de sa diversité et réconciliée avec elle-même ». « Mais elle se réfère aussi aux orientations de la Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée (SCAPP), tout comme elle reflète les orientations et directives du Président de la République visant à hiérarchiser les priorités et à prendre en compte les défis et menaces survenus durant ces quatre années », précise le Premier ministre.

Les valeurs de dignité et d'équité, par l'accès aux services de base, « ne peut se faire qu'à travers un état fort et moderne qui s'inspire de nos valeurs islamiques, veille à l'application des lois et règlements avec toute la rigueur requise, respecte les droits humains, assure la sécurité des populations et de leurs biens, encourage la liberté d'association et d'information, et une administration moderne au service du citoyen », déclare M. Mohamed Bilal Messoud. La condition sine qua non pour la traduction sur le terrain de cette volonté politique est, d'abord, la persévérance du gouvernement « dans ses efforts visant à mettre en place les conditions nécessaires pour renforcer l'indépendance de la justice, l'accès des plus démunis au service judiciaire, la professionnalisation et la spécialisation des magistrats, la réforme du système carcéral et pénal, la protection des droits de l'homme et la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage et de traite des personnes ». Le Premier ministre a souligné, dans ce cadre, l'appréciation positive, au plan international, de l'action menée depuis quatre ans par la Mauritanie dans le domaine des droits humains, ce qui s'est traduit, précise-t-il, « par le reclassement positif de la Mauritanie dans tous les rapports de référence en la matière, en particulier celui de la lutte contre la traite des personnes et celui du commissariat des nations unies pour les droits humains. » Il a rappelé, à ce sujet, les deux moments forts du Plan «INSAF» du Président de la République « sur l'équité, la citoyenneté et la cohésion sociale, lancé en 2022, sur la base du discours historique de Ouadane, « actualisé récemment suite à l'appel de Djéol ».

La diplomatie proactive menée par le Gouvernement, sous l'autorité du Président de la République, a permis, « le renforcement de la présence et de la participation de notre pays au niveau international, tout en défendant ses intérêts et en soutenant les causes justes, contribuant ainsi à l'instauration de la paix et de la sécurité au niveau régional et mondial », affirme le Premier ministre. Un engagement qui sera maintenu, poursuit Ould Bilal Messoud, « pour assurer un suivi attentif, fournir une assistance adéquate et offrir un encadrement soutenu à nos communautés à l'étranger, dans le but d'améliorer leurs conditions de vie à l'étranger et de faciliter leur accès à leurs droits de citoyens ». il est renforcé par « la création d'un nouveau département dédié à nos citoyens à l'extérieur », précise le Premier ministre.

La sécurité, au même titre que la diplomatie, est un domaine de souveraineté qui a vu la Mauritanie réaliser des progrès tangibles depuis août 2019. La reconnaissance de ces efforts par la communauté internationale, notamment le leadership de la Mauritanie dans la zone du Sahel, étant le porte-étendard du G5 Sahel et le premier interlocuteur de l'Otan dans la zone